Hypothétique élection présidentielle

La réaction de la France

« La France souhaite ardemment que ces élections se déroulent dans le calme, dans la transparence et la régularité, qu'elles permettent un libre débat public...Nous n'avons pas d'autres objectifs » a déclaré l'Ambassadeur de France au Gabon, Dominique Renaux, lors de son allocution du jeudi 14 juilllet, à la Résidence de France de Libreville

Extrait :

« Dans quelques semaines, les Gabonaises et les Gabonais vont élire leur président pour un mandat de sept ans. C'est une étape importante qui est suivie avec attention par les partenaires du Gabon. Comme l'ensemble de la communauté internationale, la France souhaite ardemment que ces élections se déroulent dans le calme, dans la transparence et la régularité, qu'elles permettent un libre débat public, qu'elles viennent consolider la démocratie comme cela a été le cas dernièrement dans d'autres régions du continent, et qu'au total, le Gabon en sorte plus fort, plus solidaire, et prêt à consacrer toutes ses forces aux défis économiques et au bien-être de la population. Nous n'avons pas d'autres objectifs.

Nous soutenons pleinement la mission d'observation de l'Union européenne qui devrait contribuer au bon déroulement du processus et favoriser la confiance entre les acteurs ». ■

Lucarne

« Quand on voit l'insistance d'Ali Bongo à vouloir s'accrocher au pouvoir, malgré un désaveu quasi unanime des Gabonais ; malgré un bilan économique catastrophique ; malgré son absence d'acte de naissance authentique justifiant de ses origines, on comprend qu'il a une idée derrière la tête. Cette insistance qui défie le bon sens cache un projet machiavélique : la degabonisation du Gabon. Ali Bongo et sa légion étrangère ont depuis sept ans, permis une entrée massive des étrangers dans notre pays. Aujourd'hui, les étrangers représentent plus de 60% de la population gabonaise, alors que le seuil admis par les standards internationaux est de 7%. Le second mandat qu'il cherche à avoir lui permettrait de parachever son projet, rendre les Gabonais minoritaires dans leur propre pays et le brader aux étrangers qui en deviendraient alors les maîtres. Ne l'a-t-il pas suffisamment montré, en s'entourant d'aventuriers venus d'ailleurs et mettant les cadres Gabonais au rebut pour offrir leurs places aux étrangers ? » ■

Emmanuel Ntoutoume Ndong